

COMMUNIQUE DE PRESSE

L'État capitule devant le loup : Jeunes Agriculteurs et la FNSEA dénoncent un renoncement inacceptable

Paris, le 27 novembre 2025,

Jeunes Agriculteurs et la FNSEA expriment leur profonde indignation face au projet d'arrêté ministériel destiné à mettre en œuvre le déclassement du statut du loup. Alors que cette évolution, actée en juin 2025, devait enfin ouvrir la voie à une gestion réaliste et efficace de l'espèce, le texte présenté s'apparente à un renoncement total. Il ne répond à aucune des attentes suscitées et laisse les éleveurs dans la même impasse qu'auparavant : maintien du quota annuel de prélèvements, restrictions de l'envoi des louvetiers, suspension des tirs, maintien d'un régime d'autorisation pour les bovins...

Ce projet d'arrêté est un texte creux. Il n'offre aucune avancée en matière de régulation, pas plus qu'il ne garantit une protection effective des troupeaux. Les dispositifs proposés, trop timides et excessivement technocratiques, démontrent un refus persistant d'affronter la réalité du terrain : les attaques se multiplient, les pertes s'aggravent, et les éleveurs continuent d'en porter seuls les conséquences.

En présentant un texte aussi faible, l'exécutif abandonne les éleveurs face à l'expansion hors de contrôle du loup et ignore la détresse d'une profession déjà sous pression. Alors que le Président de la République s'est exprimé clairement en faveur de l'élevage à l'herbe, que nos voisins suisses et allemands agissent en ouvrant la voie à la régulation de l'espèce, notre administration reste figée, tétanisée par des règles d'antan qui n'ont plus cours depuis les évolutions de la convention de Berne et de la directive Habitats.

Face à cette défaillance, Jeunes Agriculteurs et la FNSEA appellent les parlementaires à assumer pleinement leurs responsabilités. Nous demandons l'adoption rapide d'une loi permettant une régulation véritablement opérationnelle du loup, débarrassée des lourdeurs administratives et centrée sur la protection effective des élevages et de la ruralité.

Nous refusons un cadre réglementaire qui continue d'exposer les éleveurs et menace l'avenir de l'élevage français. L'heure n'est plus aux demi-mesures, il faut légiférer et agir sans délai.

Contacts Presse

Antoine Giacomazzo / 07 78 11 69 86 / antoine.giacomazzo@reseaufnsea.fr
Etienne Leray / 07 86 22 90 67 / eleray@jeunes-agriculteurs.fr